

## **Lettre à José Manuel Barroso**

M. le Président de la Commission européenne,

Tout d'abord, je souhaiterais vous féliciter pour le soutien officiel que le Conseil européen vous a apporté pour votre candidature au poste de Président de la Commission européenne pour 2009-2014.

J'ai l'honneur de vous communiquer le Mémorandum de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe. Ce mémorandum exprime clairement ce que le groupe ADLE au Parlement européen attend du Président de la prochaine Commission européenne. Dans ce document nous nous concentrons sur les principales priorités que nous souhaitons avec insistance voir inscrites dans le programme politique que vous présenterez au Parlement européen. Nous avons également le plaisir de vous inviter, après la présentation de ce programme politique, à un débat avec le groupe ADLE.

Bien sûr un second mémorandum plus détaillé suivra une fois le Traité de Lisbonne ratifié et avant que la nouvelle Commission et son programme politique détaillé ne soient approuvés.

Le groupe ADLE a déjà clairement explicité à plusieurs reprises que son soutien à votre candidature dépendra du contenu de votre programme politique. De plus, nous sommes convaincus qu'en cette période importante et agitée, la Commission européenne doit plus que jamais redevenir le moteur de l'Union européenne, défendre l'intérêt général européen et par conséquent faire un usage maximum de son droit d'initiative. De la même manière, la Commission doit travailler à légiférer de façon plus transparente, et à mieux mettre en oeuvre la législation communautaire.

Nous saluons l'équilibre que la Commission a poursuivi en matière de représentation hommes-femmes durant les cinq dernières années, mais nous attendons du Président qu'il insiste sur un pourcentage plus élevé de représentantes féminines au sein de la prochaine Commission européenne.

A côté des défis posés par le changement climatique pour lesquels l'Union européenne doit continuer à montrer la voie, cinq initiatives concrètes et ambitieuses sont essentielles pour assurer le soutien de la part de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe. Nous vous demandons de vous engager à soumettre au Conseil européen et au Parlement européen des propositions dans les domaines suivants:

1. Construire un plan de relance européen unique pour lutter contre la crise économique, financière et sociale. Il est aujourd'hui clair que l'Europe ne peut s'en sortir si elle s'en tient à 27 plans de relance différents souvent même protectionnistes. La coordination des politiques nationales n'est pas suffisante. La Commission européenne a besoin de bâtir une stratégie de relance cohérente, commune et ambitieuse qui tienne compte du paquet climat, des nouvelles technologies et des investissements durables pour nous sortir le plus vite possible de la crise et pour permettre de saisir l'opportunité de renouveler notre économie et renforcer les entreprises, en particulier les PME. La Commission doit aussi travailler sur des stratégies transfrontalières sectorielles, comme elle l'a fait avec succès dans le passé pour le secteur de l'acier, et comme elle devrait le faire aujourd'hui, plus spécifiquement pour les secteurs de la construction automobile et de la banque.

2. Instaurer un Superviseur Financier Européen, sous la forme d'un nouvel organisme européen pleinement compétent. Il a été clairement établi que l'absence d'un tel superviseur financier constitue l'une des causes de la crise financière et économique. Un échec sur ce point augmentera le risque d'une désintégration du marché unique des services financiers, ce à quoi on assiste déjà dans la mesure où les banques se tournent vers leur propre marché national au détriment d'une présence dans plusieurs Etats membres. Dans tous les cas, le Conseil Européen du Risque Systémique doit avoir les pleins pouvoirs pour prendre des décisions contraignantes concernant les institutions financières transfrontalières.
3. Introduire une planification budgétaire de l'Union européenne (2013-2020) fondée dans une large mesure sur des ressources propres. Ceci est important pour l'indépendance du processus décisionnel européen et mettra un terme aux discussions contre-productives entre pays contributeurs net et bénéficiaires net.
4. Elargir la portée et la cohérence de la diplomatie européenne. En faisant un bon usage du Service d'Action Extérieure Européen, la Commission est devenue la force motrice qui permet de présenter au monde extérieur une position européenne unifiée. Mettant l'accent sur notre valeur ajoutée traditionnelle en matière de prévention des conflits et de gestion de crise, l'UE doit accorder une attention toute particulière aux droits de l'homme et à la promotion de la démocratie ainsi qu'aux missions d'assistance humanitaire. En outre la Commission doit s'assurer que la nouvelle Directive sur l'acquisition de matériel militaire soit mise en oeuvre de manière à assurer l'émergence d'un véritable marché commun de la défense qui renforce la base technologique et industrielle de la défense européenne, qui permette de réaliser des économies d'échelle et qui assure que les forces européennes bénéficient du meilleur équipement possible à chaque fois qu'elles sont envoyées en mission PESD.
- 5 Créer un portefeuille spécifique de commissaire pour les droits fondamentaux et la lutte contre les discriminations. Pour nous, les citoyens de l'UE disposent de droits incontestables avec force exécutoire, notamment en matière d'égalité et de lutte contre les discriminations, de protection des minorités et de lutte contre le racisme, l'homophobie, la xénophobie, la discriminations à l'égard des Roms, l'antisémitisme et l'islamophobie. Ce portefeuille devrait permettre de défendre par tous les moyens la libre circulation des personnes, la liberté de la presse, des garanties procédurales pour les prévenus ainsi que des règles solides et universellement applicables de protection des données. La Commission européenne a en particulier le devoir d'agir pour supprimer toutes formes de discrimination et s'assurer que toute législation clé dans ce domaine soit adoptée au cours du prochain mandat. Si elle veut garantir les droits fondamentaux, la Commission doit renforcer la lutte contre la corruption, le trafic des êtres humains et le crime organisé.

Le groupe ADLE est convaincu que si, en tant que Président de la prochaine Commission européenne, vous prenez l'initiative sur chacun de ces cinq points, l'Union européenne apportera des réponses et des solutions aux questions et préoccupations de ses citoyens.

Nous sommes impatients de prendre connaissance de votre programme politique dans les prochaines semaines et de vous rencontrer pour discuter de ceci et du contenu de notre memorandum en septembre.

Bien cordialement,

Guy Verhofstadt  
Président du groupe ADLE.